

Art. 4. Versements

Les employeurs des organisations ou institutions ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel effectuent ces versements au fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone" pour autant qu'elles satisfassent une des conditions suivantes :

- le siège social est située en Région wallonne;
- le siège social est situé en Région de Bruxelles-Capitale et l'organisation est inscrite auprès de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) au rôle linguistique francophone.

Art. 5. Gestion et utilisation

Le fonds cité à l'article 3 est géré par le fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone" dont le siège social est fixé Square Sainctelette 13-15 à 1000 Bruxelles. Le fonds peut, dans les limites de ses moyens financiers, développer des initiatives en faveur de la formation et de la mise au travail suivant les modalités et les possibilités déterminées au chapitre II de l'arrêté royal du 27 janvier 1997.

Art. 6. Durée de validité

Cette convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1^{er} janvier 2019 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 avril 2019.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Art. 4. Stortingen

De werkgevers van de organisaties of instellingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socio-culturele sector doen de storting aan het fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone", als zij aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

- de maatschappelijke zetel is gevestigd in het Waalse Gewest;
- de maatschappelijke zetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gevestigd en de organisatie is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) ingeschreven op de Franse taalrol.

Art. 5. Beheer en aanwending

Het in artikel 3 genoemde fonds wordt beheerd door het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds social du secteur socio-culturel des Communautés française et germanophone", met zetel Sainctelette-square 13-15 te 1000 Brussel. Het fonds kan binnen de perken van zijn financiële middelen initiatieven ontwikkelen ter bevordering van de vorming en de tewerkstelling van risicogroepen volgens de modaliteiten en de mogelijkheden bepaald door hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 januari 1997.

Art. 6. Geldigheidsduur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2019 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2020.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 2019.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2019/202114]

22 AVRIL 2019. — Arrêté royal organisant une procédure de conciliation en exécution de l'article 24 de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, l'article 24;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mars 2018;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 4 mai 2018;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 63.636/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n°72/2018 de l'Autorité de protection des données, donné le 5 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de la Défense, du Ministre de la Justice, de la Ministre de la Santé publique, du Ministre des Pensions et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° loi du 18 juillet 2017 : la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme;

2° victime : la victime visée à l'article 2,4°, de la loi du 18 juillet 2017;

3° ayants droits : les ayants droit visés à l'article 2, 5°, de la loi du 18 juillet 2017;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202114]

22 APRIL 2019. — Koninklijk besluit houdende organisatie van een bemiddelingsprocedure in uitvoering van artikel 24 van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, artikel 24;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 maart 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 4 mei 2018;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 63.636/1 van de Raad van State, gegeven op 3 juli 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr.72/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 5 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Defensie, van de Minister van Justitie, van de Minister van Volksgezondheid, van de Minister van Pensioenen, en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° wet van 18 juli 2017 : de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme;

2° slachtoffer : het slachtoffer bedoeld bij artikel 2, 4°, van de wet van 18 juli 2017;

3° rechthebbenden : de rechthebbenden bedoeld bij artikel 2, 5°, van de wet van 18 juli 2017;

4° Commission : la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels visée à l'article 30 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Art. 2. Il est créé auprès de la Commission un organe de conciliation composé de six membres :

a) deux représentants de la Cellule Victimes civiles de guerre et de terrorisme du Service fédéral des Pensions, de rôle linguistique différent, désignés par le ministre qui a les Victimes de guerre dans ses attributions et par le ministre qui a les Pensions dans ses attributions;

b) deux représentants de l'Office médico-légal, de rôle linguistique différent, désignés par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

c) deux représentants de la Commission, de rôle linguistique différent, désignés par le ministre qui a la Justice dans ses attributions, en tenant compte de l'article 24, § 1^{er} de la loi du 18 juillet 2017.

Le ministre compétent peut nommer le même représentant dans les deux rôles linguistiques, à condition que celui-ci puisse fournir la preuve qu'il maîtrise suffisamment les deux langues.

Pour chaque membre, le ministre compétent désigne un suppléant.

Art. 3. Les victimes et leurs ayants droit peuvent introduire une plainte oralement ou par écrit auprès de l'organe de conciliation dans le cadre de l'application de la loi du 18 juillet 2017.

Art. 4. L'organe de conciliation est compétent pour :

1° examiner les plaintes relatives :

a) à l'octroi du statut de solidarité nationale et de la pension de dédommagement;

b) au paiement de la pension de dédommagement;

c) au remboursement des soins médicaux;

2° assurer une mission de conciliation concernant les plaintes visées au 1° en vue de trouver une solution;

3° informer les victimes et leurs ayants droit au sujet des possibilités en matière de règlement de leur plainte en l'absence de solution telle que visée au 2°;

4° communiquer des informations sur l'organisation, le fonctionnement et les règles de procédure de l'organe de conciliation;

5° formuler des recommandations permettant d'éviter que les manquements susceptibles de donner lieu à une plainte, telle que visée à l'article 3, ne se reproduisent.

Art. 5. Chaque plainte introduite est instruite par l'organe de conciliation réuni par rôle linguistique en collège, sous la présidence de la Commission.

En cas de plaintes relatives au remboursement des soins médicaux, l'organe de conciliation fait appel à un représentant de la Direction Victimes de guerre de la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité.

Art. 6. § 1^{er}. Une fois la plainte reçue, elle est enregistrée.

Un accusé de réception écrit est immédiatement transmis au plaignant.

§ 2. Pour chaque plainte, les données suivantes sont enregistrées :

1° l'identité du plaignant;

2° la date de réception de la plainte;

3° la nature et le contenu de la plainte;

4° la date de finalisation du traitement de la plainte;

5° le résultat du traitement de la plainte.

Art. 7. En vue d'aboutir à une solution idoine de la plainte, l'organe de conciliation exerce sa mission de conciliation de manière diligente et dans un délai raisonnable.

4° Commissie : de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders bedoeld in artikel 30 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

Art. 2. Bij de Commissie wordt een bemiddelingsorgaan ingericht dat bestaat uit zes leden :

a) twee vertegenwoordigers van de Cel Burgerslachtoffers van Oorlog en Terrorisme van de Federale Pensioendienst, van verschillende taalrol, aangeduid door de minister die de Oorlogsslachtoffers onder zijn bevoegdheid heeft en de minister die de Pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft;

b) twee vertegenwoordigers van de Gerechtelijk-Geneseskundige Dienst, van verschillende taalrol, aangeduid door de minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

c) twee vertegenwoordigers van de Commissie, van verschillende taalrol, aangeduid door de minister die Justitie onder zijn bevoegdheid heeft, rekening houdend met artikel 24, § 1 van de wet 18 juli 2017.

De bevoegde minister kan eenzelfde vertegenwoordiger in beide taalrollen aanduiden, op voorwaarde dat deze een bewijs kan voorleggen dat hij beide talen voldoende machtig is.

Voor elk lid duidt de bevoegde minister een plaatsvervanger aan.

Art. 3. De slachtoffers en hun rechthebbenden kunnen een mondelinge of schriftelijke klacht bij het bemiddelingsorgaan neerleggen in het kader van de toepassing van de wet van 18 juli 2017.

Art. 4. Het bemiddelingsorgaan is bevoegd om :

1° klachten te onderzoeken in verband met :

a) de toekenning van het statuut van nationale solidariteit en van het herstelpensioen;

b) de uitbetaling van het herstelpensioen;

c) de terugbetaling van medische zorgen;

2° het bemiddelen bij de klachten bedoeld in 1° met het oog op het bereiken van een oplossing;

3° het inlichten van de slachtoffers en rechthebbenden inzake de mogelijkheden voor de afhandeling van hun klacht bij gebrek aan een in 2° bedoelde oplossing;

4° het verstrekken van informatie over de organisatie, de werking en de procedureregels van de bemiddelingsorgaan;

5° het formuleren van aanbevelingen ter voorkoming van herhaling van tekortkomingen die aanleiding kunnen geven tot een in artikel 3 bedoelde klacht.

Art. 5. Elk ingediende klacht wordt onderzocht door het volgens taalrol in college vergaderende bemiddelingsorgaan, onder voorzitterschap van de Commissie.

In het geval van klachten over de terugbetaling van medische kosten doet het bemiddelingsorgaan beroep op een vertegenwoordiger van de Directie Oorlogsslachtoffers van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Art. 6. § 1. Bij ontvangst wordt een klacht geregistreerd.

Aan de persoon die klacht neerlegt wordt onverwijld een schriftelijke ontvangstmelding overgemaakt.

§ 2. Bij elke klacht worden volgende gegevens geregistreerd :

1° de identiteit van de klager;

2° de datum van ontvangst van de klacht;

3° de aard en inhoud van de klacht;

4° de datum van afhandeling van de klacht;

5° het resultaat van de afhandeling van de klacht.

Art. 7. Met het oog op het bereiken van een deskundige oplossing voor de klacht, oefent het bemiddelingsorgaan haar bemiddelingsopdracht op een zorgvuldige wijze en binnen een redelijke termijn uit.

A cet effet, l'organe de conciliation peut recueillir toute information qu'il estime utile dans le cadre de la conciliation et notamment prendre l'avis d'experts. Le résultat de cette collecte d'information est exclusivement destiné à l'examen de la demande et reste couvert par le secret professionnel. L'organe de conciliation soumet ces informations aux parties concernées par la conciliation, sans prendre position à cet égard.

Le plaignant est régulièrement informé de la suite donnée à sa plainte.

Art. 8. § 1^{er}. L'organe de conciliation peut refuser d'instruire une plainte lorsque :

1° l'identité du plaignant n'est pas connue;

2° la plainte porte sur des faits qui se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la plainte.

§ 2. L'organe de conciliation refuse d'instruire une plainte lorsque :

1° celle-ci n'est manifestement pas fondée;

2° le plaignant n'a manifestement entrepris aucune démarche à l'égard de l'administration concernée pour obtenir satisfaction;

3° celle-ci est en soi identique à une plainte déjà rejetée par l'organe de conciliation et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

Par "démarche", il faut entendre toute prise de contact, préalable et utile, par la personne intéressée.

§ 3. En cas de refus de la plainte, l'organe de conciliation en informe les victimes et les ayants droit et leur indique les autres possibilités de traitement de leur plainte.

Art. 9. L'examen de la plainte est suspendu lorsque, concernant les mêmes faits, un recours juridictionnel ou administratif est introduit ou les procédures de recours visées à l'article 25 de la loi du 18 juillet 2017 sont entamées. L'organe de conciliation informe immédiatement le plaignant de la suspension de l'examen de sa plainte.

Art. 10. L'organe de conciliation établit un règlement d'ordre intérieur dans lequel sont fixées les modalités spécifiques de l'organisation, du fonctionnement et de la procédure en matière de plaintes de la fonction de conciliation.

Ce règlement et les modifications ultérieures sont approuvés par les ministres chargés de l'exécution du présent arrêté et sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 11. Les données à caractère personnel collectées dans le cadre de l'examen de la plainte peuvent uniquement être conservées pendant le temps nécessaire au traitement de la plainte et aussi longtemps que le délai de recours visé à l'article 29, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 n'est pas échu.

Art. 12. La Commission est responsable du traitement des données à caractère personnel s'inscrivant dans le cadre des activités de l'organe de conciliation.

Art. 13. Le ministre qui a les victimes de guerre dans ses attributions, le ministre qui a la justice dans ses attributions, le ministre qui a la santé publique dans ses attributions et le ministre qui a les pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Het bemiddelingsorgaan kan daartoe iedere informatie verzamelen die zij nuttig acht in het kader van de bemiddeling en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen. Het resultaat van deze verzameling van informatie is uitsluitend bestemd voor het onderzoek van het verzoek en blijft gedekt door het beroepsgeheim. Het bemiddelingsorgaan legt deze informatie, zonder daarbij een standpunt in te nemen, voor aan de bij de bemiddeling betrokken partijen.

De klager wordt geregeld geïnformeerd over het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

Art. 8. § 1. Het bemiddelingsorgaan kan een klacht weigeren te behandelen wanneer :

1° de identiteit van de klager niet gekend is;

2° de klacht betrekking heeft op feiten die zich meer dan een jaar voor het indienen van de klacht hebben voorgedaan.

§ 2. Het bemiddelingsorgaan weigert een klacht te behandelen wanneer :

1° deze kennelijk ongegrond is;

2° de klager kennelijk ten aanzien van de betrokken administratie geen enkele poging ondernam om genoegdoening te verkrijgen;

3° de klacht in wezen dezelfde is als een eerder door het bemiddelingsorgaan afgewezen klacht en ze geen nieuwe feiten bevatten.

Onder "stappen" moet verstaan worden, elke voorafgaandelijke en nuttige contactname door de belanghebbende.

§ 3. In geval van weigering van de klacht licht het bemiddelingsorgaan de slachtoffers en rechthebbenden hierover in en wijst op de andere mogelijkheden voor de afhandeling van hun klacht.

Art. 9. Het onderzoek van een klacht wordt opgeschort wanneer omtrent dezelfde feiten een beroep bij de rechtbank of een administratief beroep wordt ingesteld of de beroepsprocedures bedoeld in artikel 25 van de wet van 18 juli 2017 worden opgestart. Het bemiddelingsorgaan brengt de klager onverwijld op de hoogte van de opschorting van de behandeling van zijn klacht.

Art. 10. Het bemiddelingsorgaan stelt een huishoudelijk reglement op waarin de specifieke modaliteiten van de organisatie, werking- en klachtenprocedure van het bemiddelingsorgaan worden vastgelegd.

Dit reglement en de wijzigingen eraan worden door de ministers bevoegd voor de uitvoering van dit besluit goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De persoonsgegevens verzameld in het kader van het onderzoek van de klacht mogen bewaard worden gedurende de tijd nodig voor de behandeling van de klacht en zolang de beroepstermijn bedoeld in artikel 29, tweede lid, van de wet van 18 juli 2017 niet is verstreken.

Art. 12. De Commissie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de werkzaamheden van het bemiddelingsorgaan.

Art. 13. De minister bevoegd voor oorlogsslachtoffers, de minister bevoegd voor justitie, de minister bevoegd voor volksgezondheid en de minister bevoegd voor pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,
D. REYNDERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE